L'école en mouvements, dynamiques locales de changements et de réformes aux Suds

Charton Hélène, Jarroux Pauline et Sene Mame Fatou (coord.), Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, hors-série n° 5, 2017

Roger-François Gauthier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/6879>

DOI : 10.4000/ries.6879

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 27-29

ISBN : 978-2-85420-620-3

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Roger-François Gauthier, « *L'école en mouvements, dynamiques locales de changements et de réformes aux Suds* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 79 | décembre 2018, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 25 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/6879> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.6879>

Ce document a été généré automatiquement le 25 juin 2021.

© Tous droits réservés

L'école en mouvements, dynamiques locales de changements et de réformes aux Suds

Charton Hélène, Jarroux Pauline et Sene Mame Fatou (coord.), Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, hors-série n° 5, 2017

Roger-François Gauthier

RÉFÉRENCE

L'école en mouvements, dynamiques locales de changements et de réformes aux Suds, Charton Hélène, Jarroux Pauline et Sene Mame Fatou (coord.), Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, hors-série n° 5, 2017

- 1 Cette livraison hors-série des *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* regroupe les travaux de six auteurs et est constitué de cinq études qui traitent de situations locales, et d'un article qui s'intéresse à la région plus vaste d'Afrique francophone subsaharienne, constituée par les pays impliqués dans les évaluations Pasec. C'est dire à la fois une richesse et un risque d'éclatement du propos. Hélène Charton et Pauline Jarroux, dans leur introduction, ne tentent pas de ramener artificiellement tous ces articles à une unicité de signification, mais énoncent honnêtement leur souhait d'évoquer à différentes échelles des situations qui ont toutes en commun (et seulement en commun) que de résulter d'observations faites « aux Suds » : Inde (deux articles), Bénin, Niger, Tanzanie, et pays Pasec. Étonnant, d'ailleurs, de voir ce qui dans nos mentalités désigne le Sud : l'Amérique latine n'est pas au sud ? En fait, ce qui intéresse les auteurs et nous intéresse, c'est de balayer un certain nombre de situations qui relèvent de pays qui font l'objet de diverses modalités d'aide internationale, en matière d'éducation et dans d'autres domaines.
- 2 Cette note de lecture ne prétendra pas aller, dans les conclusions, plus loin que ne font les auteurs dans leur introduction, et restera même en chemin, tant la polyphonie de

cet ouvrage est son intérêt premier. Libre au lecteur d'aller plus loin dans les synthèses politiques des thèmes (« privatisation », « qualité », « réveil religieux », « fragmentation des systèmes », « technocratie ») que ces articles viennent illustrer.

- 3 Ce qui apparaît, c'est la conjonction historique inédite entre une volonté croissante des familles de scolariser leurs enfants et dans des écoles de qualité et le développement, dans ces pays, de propositions internationales, par exemple en faveur de la privatisation, ainsi que de normes quantifiées de mesure des résultats de l'éducation. Ces deux mouvements sont hétérogènes mais sont contraints de cohabiter, de se combiner, ce qui donne des « mouvements », en effet, plus que des situations stables, mouvements que personne ne peut prétendre réguler.
- 4 Dans le territoire de Pondichéry, c'est bien l'intérêt des familles pour la préscolarisation de leurs enfants qui a entraîné une marchandisation galopante d'écoles franchisées sous la marque Eurokids, elle-même à l'origine d'un regain d'intérêt, en retour, des écoles publiques pour offrir une préscolarisation de qualité. En Inde toujours, une étude de cas d'un village de l'Haryana montre que l'État avait négligé le souhait des familles que leurs enfants soient scolarisés en anglais, ce qui entraîna un développement des écoles privées... dont certaines ferment depuis que l'État a reconnu cette demande populaire.
- 5 Mais les interactions entre souhaits des populations, préconisations internationales et privatisations et développement de l'école privée se montrent mieux encore dans le cas tanzanien, qui étudie les écoles communautaires publiques de l'enseignement secondaire, développées par l'État après 2004, dans un cadre idéologique qui rejoint les préconisations du Forum de Dakar en 2000, souhaitant une plus grande responsabilisation des familles. Ces écoles communautaires (dont les enseignants sont payés par l'État, qui finance aussi une partie des constructions, quand les familles ont commencé à le faire) ont donc répondu à la volonté politique de développer l'enseignement secondaire. Mais en Tanzanie, le respect des valeurs de progrès (« *maendeleo* », en swahili) confiées à l'école est historiquement important, depuis Nyerere. Ce qui signifie que la population, constatant le taux de rétention médiocre, la modeste qualité des études et surtout le fait que les élèves venant de ces écoles secondaires communautaires cantonnées dans le premier cycle n'ont pas accès au secondaire supérieur dans les écoles d'État, a fait alors le choix, malgré elle, des cours du soir et des écoles privées. Les grandes religions en ont d'ailleurs profité pour s'inscrire dans le « mouvement ».
- 6 À ce propos, l'article de Mahamane Mahaboubou Malam Sani sur l'enseignement arabo-islamique au Niger est sans doute celui qui nous fait le mieux approcher de réalités rarement décrites avec un tel souci d'expliquer les évolutions : comment les familles sont nombreuses à souhaiter pour leurs enfants un enseignement équilibré, religieux et séculier, bilingue arabe français, tel qu'il existait minoritairement dans le cadre des écoles officielles franco-arabes, mais aussi comment le mouvement religieux Izala, voulant lutter contre les confréries en charge traditionnelle des écoles coraniques, qualifiées d'hérétiques, au profit d'un « vrai » islam, proposent à tous les fidèles non plus d'apprendre le Coran par cœur sans le comprendre, mais un déchiffrement des messages divins sans le besoin des marabouts, et proposent aussi que les mosquées deviennent des lieux d'apprentissage de la lecture et de l'écriture, par exemple spécifiquement aux femmes. L'État fait ce qu'il peut, entre des acteurs qui jouent entre eux, par l'école, un combat qui va bien au-delà.

- 7 L'État ? Il apparaît bien dans l'article sur les inspecteurs au Bénin ou comment une conception technocratique de l'action publique entraîne son dévoiement. De même les États africains sensibilisés par les bailleurs choisissent, après 2013, des tests Pasec « visant moins à améliorer les conditions d'apprentissage des élèves qu'à mesurer et comparer les performances des systèmes éducatifs dans un souci de bonne gestion ».
- 8 « Mouvements » partout ? Certes, que la lecture de ces articles permet de percevoir en direct. Mais qui donnent le tournis, tant on voit en tous les cas la puissance organisatrice publique incapable de stabiliser les choses, tiraillée, pourrait-on dire, entre les marchés scolaires, les marchés religieux et les marchés internationaux de l'aide.
-

AUTEUR

ROGER-FRANÇOIS GAUTHIER

Roger-François Gauthier, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, enseigne à l'Université Paris-Descartes (France) et a été membre du Conseil supérieur des programmes. Ses travaux, au sein des institutions françaises et comme chercheur ou consultant auprès de plusieurs organisations internationales (Unesco, Organisation internationale de la Francophonie : OIF), relèvent soit d'études spécifiques à un pays soit des comparaisons internationales. Ils portent notamment sur les contenus d'enseignement et les politiques curriculaires, sujets à propos desquels il a écrit plusieurs ouvrages. Courriel : roger-francois.gauthier@education.gouv.fr